

En quoi les représentations de nos partenaires sur l'illettrisme et l'alphabétisation questionnent nos actions de sensibilisation en Région wallonne ?

Dominique Rossi

Hanife Catalkaya

Anne Godenir

Lire et Écrire en Wallonie, novembre 2012

Introduction

Au début de l'année 2010, Lire et Écrire s'est engagée dans un processus d'évaluation portant sur différents champs d'actions (la formation en alphabétisation, la formation des acteurs associatifs, la sensibilisation). Dans le cadre de l'évaluation de la sensibilisation, un groupe de travail réunissant l'ensemble des acteurs en charge de la sensibilisation s'est réuni pour déterminer collectivement les modalités d'évaluation. Une des décisions fut de récolter des éléments d'évaluation des actions de sensibilisation/partenariat auprès des professionnels concernés par la question de l'alphabétisation.

La première étape du travail a consisté à identifier tous les objectifs poursuivis au travers des actions de sensibilisation. De ce travail d'inventaire, ont ensuite été extraits 15 objectifs généraux (voir tableau 1) qui ont servi de référence pour l'évaluation des actions de sensibilisation. Sur cette base, un questionnaire d'évaluation en ligne a été élaboré et transmis électroniquement aux partenaires des 8 Régionales wallonnes de Lire et Écrire¹. Ce questionnaire, outre des variables d'identification (genre, région, secteur d'activité, contact avec le public), incluait deux séries de questions. Les premières étaient destinées à cerner les représentations et les attitudes en matière d'illettrisme et d'alphabétisation, les secondes à identifier le degré de connaissance de Lire et Écrire et le type de collaboration déjà engagée par le répondant avec l'association.

Tableau 1 : 15 objectifs de sensibilisation en matière d'illettrisme et d'alphabétisation

1. Informer sur la problématique de l'illettrisme (persistance, chiffres, définition)
2. Informer sur les causes de l'illettrisme
3. Informer sur les conséquences de l'illettrisme
4. Faire comprendre que l'illettrisme est un problème de société
5. Oser en parler, oser aborder la question
6. Faire changer de regard sur la problématique et les personnes
7. Travailler les représentations liées aux publics et à la problématique
8. Faire en sorte que des actions de prise en compte des personnes qui vivent l'illettrisme se mettent en place
9. Mobiliser et former des relais pour l'alpha (Accueillir, informer, orienter)
10. Faire prendre conscience que nous sommes tous concernés et pouvons agir là où nous sommes
11. Faire connaître les missions de Lire et Écrire
12. Informer sur les publics accueillis en alphabétisation
13. Expliquer ce qu'est une formation en alphabétisation
14. Faire connaître les opérateurs d'alpha et les lieux de formation
15. Expliquer la dynamique motivationnelle et les motifs d'entrée en formation alpha

Source : Lire et Écrire en Wallonie, 2010.

Cet article analyse les réponses données par les partenaires à la première série de questions et ce faisant, questionne les pratiques de sensibilisation menées par l'association. Tous les tableaux et

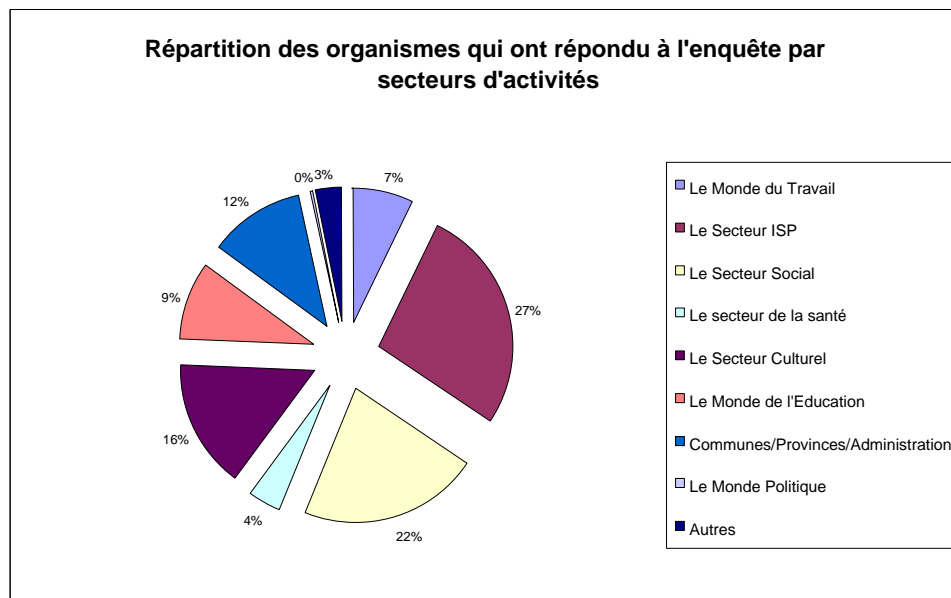
¹ Il faut préciser que, étant donné que l'enquête s'est menée en ligne, seuls les partenaires pour lesquels Lire et Écrire disposait des coordonnées électroniques ont été contactés.

graphiques présentés sont extraits du rapport de recherche intitulé « Éléments pour une évaluation des actions de sensibilisation et partenariats menés par Lire et Écrire en Région wallonne », Lire et Écrire en Wallonie, 2010.²

Profils des organismes répondants

Sur les 1018 organismes contactés, 300 ont répondu à l'enquête (29,47 %). Ces organismes relèvent des différents secteurs d'activités identifiés par Lire et Écrire comme potentiellement concernés par l'illettrisme. La figure 1 met en évidence que les organismes répondants appartiennent principalement, et par ordre de fréquence, au secteur de l'insertion socioprofessionnelle (27 % ; n=81) et au secteur social (22 % ; n=65). Viennent ensuite le secteur culturel (16 % ; n=47) et les administrations publiques (12 % ; n=35), puis le monde de l'éducation (9 %), le monde du travail (7 %) et le secteur de la santé (4 %). Le secteur politique étant le moins représenté (moins de 1 %).

Figure 1 : Répartition des organismes qui ont répondu à l'enquête : tri par secteurs d'activités



Source : Lire et Écrire en Wallonie, 2010.

Question 1 : Cette répartition, qui n'a rien d'étonnant vu les nombreuses interactions entre les associations Lire et Écrire et leurs partenaires du secteur de l'insertion socioprofessionnelle et du secteur socioculturel, est-elle satisfaisante ?

La répartition des organismes selon les régions met en évidence des disparités importantes qui permettent de poser la question autrement. En effet, dans les Régionales du Brabant wallon, du Hainaut occidental, du Luxembourg et de Verviers, la majorité des réponses proviennent d'organismes de l'insertion socioprofessionnelle (respectivement 44 %, n=7 ; 32 %, n=15 ; 40 %, n=17 ; 26 % ; n=15). À Charleroi et Liège, ce sont les organismes du secteur social qui ont majoritairement répondu à l'enquête (respectivement 33 %, n=7 et 37,5 %, n=9). La Régionale du Centre-Mons-Borinage connaît, quant à elle, une majorité de réponses de la part d'organismes du secteur culturel (35 %, n=7). Enfin, à Namur, ce sont les organismes intervenant dans les Communes/Provinces/Administration qui sont les plus représentés (25 % ; n=17).

² Rapport interne – non publié.

Il est très probable que cette disparité s'explique par l'histoire des partenariats entrepris par la Régionale à travers ses actions de formation, ainsi que par l'état de l'offre (nombre et différenciation des organismes d'alphabétisation) et de la demande en alphabétisation dans la région (listes d'attente ou difficulté de rejoindre certains publics). Cette configuration nous amène à poser la question de la sensibilisation de la manière suivante.

Question 2 : L'entrée en contact avec des acteurs des différents secteurs d'activités doit-elle se poursuivre compte tenu de l'histoire de la Régionale et de l'état de l'offre et de la demande d'alphabétisation ou doit-elle être conçue de manière plus transversale, dans la perspective de toucher certains secteurs d'activités dans toutes les régions ?

Profils des personnes répondantes

Étant donné que certains organismes ont fait suivre le questionnaire à l'ensemble de leurs équipes, nous n'avons pas d'idée précise sur le nombre de personnes qui ont reçu le questionnaire. En règle générale, nous avons reçu un questionnaire complété, par organisme. Quelques uns ont renvoyés deux ou trois questionnaires, parfois plus (maximum 16)³. Au total, 383 questionnaires ont été encodés.

Sur ces 383 répondants, 286 sont des femmes. Elles représentent donc près des trois-quarts des répondants. Ce chiffre peut s'expliquer par la forte représentation de travailleurs des secteurs culturel et social – secteurs essentiellement féminins. Une majorité des répondants (82 % ; n=314) déclare être en contact direct avec le public.

Représentations relatives à l'illettrisme

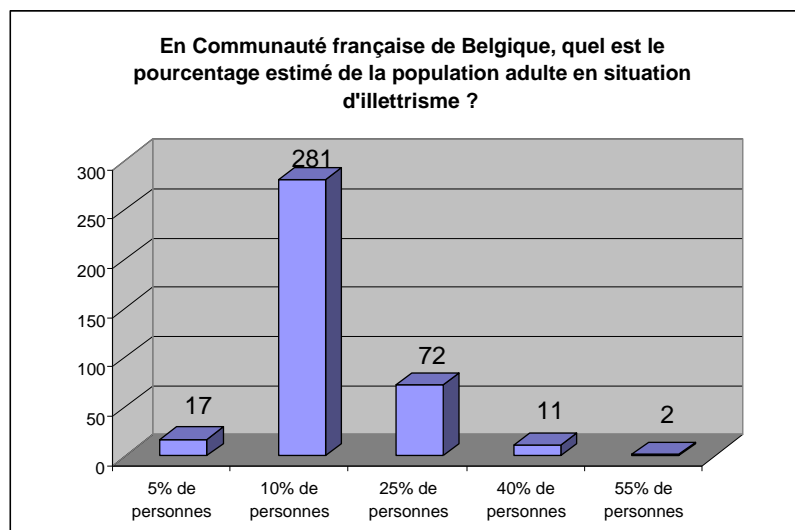
Les questions posées aux personnes permettent d'appréhender des représentations, stéréotypes et préjugés par rapport au taux d'illettrisme, aux causes, à la responsabilité, au regard porté sur les personnes, en référence aux objectifs 1 à 7 de la sensibilisation (tableau 1).

Le taux d'illettrisme

Nous constatons que 281 répondants (74 %) donnent la réponse attendue et diffusée par Lire et Écrire à la question « En Communauté française de Belgique, quel est le pourcentage estimé de la population adulte en situation d'illettrisme ? », tandis que 17 répondants proposent un taux inférieur et 85 répondants un taux supérieur.

³ CPAS de Charleroi (6), Forem Conseil de Verviers (9), Administration de Sambreville (11), Forem conseil de Mouscron (16).

Graphique 2 : Répartition des répondants selon leur estimation du taux d'illettrisme – réponse à la question : En Communauté française de Belgique, quel est le pourcentage estimé de la population adulte en situation d'illettrisme (5, 10, 25, 40, 55 %) ?



Source : Lire et Écrire en Wallonie, 2010.

Toutes les personnes qui donnent le chiffre de 10 % ont assimilé l'information donnée par Lire et Écrire. Sont-elles pour autant plus sensibilisées à la problématique que des personnes qui répondent autrement (soit en fonction de ce qu'elles observent dans le cadre de leur vie professionnelle, soit en fonction des résultats d'enquêtes telles que, par exemple, celle de PISA qui a été largement relayée par les médias et qui évalue à plus de 20 % le nombre de jeunes de 15 ans ne maîtrisant pas suffisamment la langue écrite) ? Idéalement, chaque pourcentage devrait être mis en relation avec la définition que la personne donne à l'illettrisme, voire, plus concrètement, avec l'outil utilisé pour mesurer le niveau d'illettrisme.

Cette réflexion conduit à questionner la sensibilisation de la manière suivante :

Question 3 : Quelle est la place des statistiques dans le travail de sensibilisation ? La sensibilisation doit elle aborder cette question statistique ? Si oui, comment ? Et avec quel objectif ?

Question 4 : Avec quels publics aborder la question de la persistance et l'ampleur de l'analphabétisme ? Faut-il moduler l'approche (chiffres – définitions) selon qu'on travaille avec des professionnels qui ne sont pas en contact direct avec les publics, avec le « grand public », en tenant compte du fait que dans les territoires, la problématique est moins visible (on observe par exemple des différences à ce niveau entre Nivelles et Charleroi).⁴

Les causes de l'illettrisme

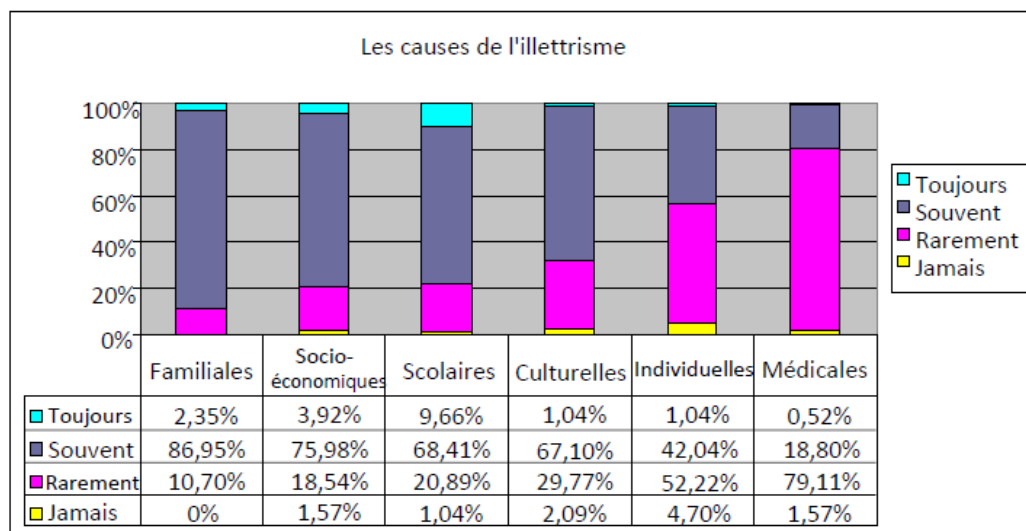
L'évocation des causes de l'illettrisme reflète en partie les représentations et préjugés des répondants. La question posée était : *Selon vous, si une personne sort de l'école à 18 ans sans*

⁴ Voir pour plus de détails le rapport rédigé par Dominique Rossi : *Éléments pour une évaluation des actions de sensibilisation et partenariats menés par Lire et Écrire en Région wallonne*, Lire et Écrire en Wallonie, 2010.

maîtriser les savoirs de base, c'est pour des raisons... culturelles, familiales, individuelles, médicales, scolaires, socioéconomiques ?

Globalement, la famille est la plus fréquemment incriminée : une grande majorité des répondants (87 %) estime que les raisons familiales sont souvent une raison qui explique l'illettrisme. Les raisons socio-économiques viennent en seconde position, suivies par les raisons scolaires et culturelles.

Graphique 3 : Importance relative accordée aux différentes causes de l'illettrisme

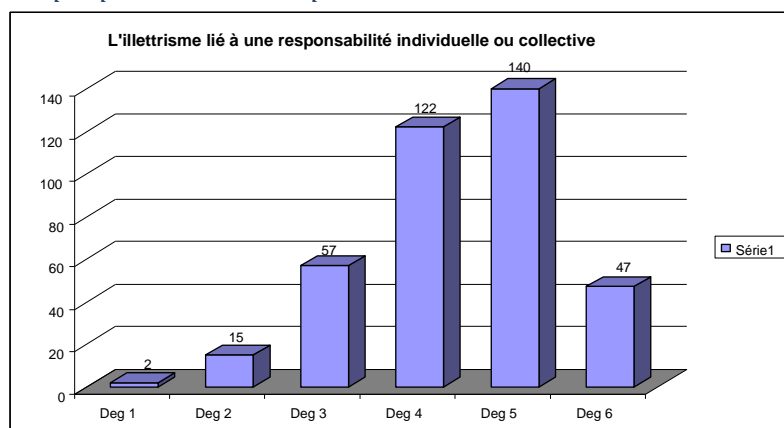


Source : Lire et Écrire en Wallonie, 2010.

L'intérêt de ce tableau réside également dans les taux de réponses du type « rarement, jamais ». Rejeter les variables familiales des facteurs expliquant l'échec scolaire est atypique et dénote sans doute une conviction forte que la responsabilité de cet apprentissage revient à l'école. Rejeter les variables socioéconomiques revient à considérer qu'il n'y a pas de déterminisme social, que cela peut arriver dans tous les milieux sociaux. Pratiquement 20 % des répondants adoptent cette position. Le rejet des facteurs scolaires est plus difficile à appréhender, compte tenu du rôle de l'école dans l'apprentissage de la lecture et écriture. Plus de 20 % des répondants ont cette position : faut-il y voir l'effet d'un mouvement de protection de l'école ?

Dans la volonté de mesurer de façon plus précise l'importance que les répondants accordent à la responsabilité des individus à leur situation d'illettrisme, une autre question a été proposée dans le questionnaire : *Selon vous, l'illettrisme est-il lié à une responsabilité individuelle ou collective ?* Les répondants pouvaient se positionner sur une échelle à 6 degrés.

Graphique 4 : Part de responsabilité individuelle ou collective accordée à l'illettrisme



Source : Lire et Écrire en Wallonie, 2010.

La majorité des répondants (68 % ; n=262) ont positionné l'illettrisme comme étant lié à une responsabilité plutôt collective (degrés 4 & 5 de l'échelle), tandis que 12 % des répondants ont indiqué qu'ils pensaient que l'illettrisme est lié à une responsabilité tout à fait collective (degré 6).

Ces résultats permettent également d'appréhender quel point de vue les répondants adoptent par rapport au degré d'inévitabilité de l'illettrisme. Si c'est une responsabilité individuelle, ou de la famille, il y a peu de chance que cela change. Par contre, si la question de l'illettrisme relève du champ collectif, on peut alors envisager une réponse politique.

La conception de l'illettrisme doit sans doute être considérée en regard de la conception de l'alphabétisation.

Véronique Leclercq (2003), dans une analyse des rapports écrits adressés par les associations aux pouvoirs subsidiaires, distingue trois conceptions de l'alphabétisation (voir en annexe 1) :

- La conception déficitaire, qui renvoie aux manques, aux lacunes, au déficit de formation, ... par rapport à une norme (scolaire)
- La conception compréhensive qui englobe la question de l'illettrisme dans un champ d'analyse plus vaste, incluant les inégalités sociales comme causes et conséquences de l'illettrisme
- La conception managériale qui vise à doter les personnes des compétences fonctionnelles nécessaires pour intégrer le monde du travail.

Ces conceptions traversent tout le champ de l'alphabétisation et déterminent à la fois les politiques et les modes organisationnels des actions menées dans les associations.

Cette analyse questionne l'action de sensibilisation à plusieurs niveaux :

Question 5 : Quelle est la réponse officielle de Lire et Écrire aux deux questions posées ? Quelle est la conception de l'illettrisme et de l'alphabétisation soutenue par l'association ?

Question 6 : La sensibilisation a-t-elle pour objectif de modifier les représentations des personnes ? Quel serait notre objectif concernant les représentations des partenaires sur les causes de l'illettrisme ? Voulons-nous sensibiliser le public aux différentes conceptions de l'alphabétisation et à

leur impact dans la réflexion sur les causes ? Si oui, quel serait notre indicateur de réussite de l'action ?

Question 7 : Les pratiques de sensibilisation doivent-elles s'attaquer directement aux représentations des personnes sur les causes et responsabilités, ou travailler sur ce qu'ils entrevoient comme possibilités de faire évoluer le système (scolaire) ?

Question 8 : Quelles sont les approches possibles pour travailler sur ces questions ? En effet, il ne s'agit pas ici d'information, mais de conscientisation. Par quelle démarche peut-on y arriver ?

Le regard sur l'illettrisme et les personnes en situation d'illettrisme

Les personnes qui vivent l'illettrisme font souvent l'objet de projections diverses. L'illettrisme est tantôt associé à la pauvreté ou à l'injustice, ou encore il est considéré comme un handicap social, etc. Lorsqu'on propose aux répondants de sélectionner le mot qui leur fait le plus penser aux personnes en situation d'illettrisme, dans une liste de 10 mots, on obtient les résultats suivants : le mot le plus souvent évoqué est « handicap » (24 %), suivi par « combat » (18 %), « injustice » (13 %), « droit » (11 %), « manque » (11,5 %) et « pauvreté » (10 %), « formation » (4,5 %) et « aide » (4 %) et enfin « liberté » (3 %). Il est intéressant de noter que le pourcentage de personnes qui associent l'illettrisme à un fléau est des plus réduits (1 %).

Tableau 2 : Répartition des mots faisant le plus penser aux « personnes en situation d'illettrisme » -

Aide	Combat	Droit	Fléau	Formation	Handicap	Injustice	Liberté	Manque	Pauvreté
3,92 %	18,28 %	11,23 %	1,04 %	4,44 %	24,02 %	13,32 %	2,61 %	11,49 %	9,66 %

Source : Lire et Écrire en Wallonie, 2010.

Certains mots proposés ont une connotation positive (combat, droit, formation, liberté, ...). D'autres ont une connotation négative (handicap, injustice, manque, ...). Ces représentations ont un impact sur la manière dont on s'adresse aux personnes qui vivent l'illettrisme et reflètent sans doute également la posture des répondants par rapport aux changements possible. On peut penser de manière un peu théorique que l'illettrisme est un handicap dans notre société, mais quand on aborde la question avec une personne qui vit l'illettrisme, que se passera-t-il si on se dit qu'elle est handicapée ?

Ceci questionne les pratiques de sensibilisation à plusieurs niveaux :

Question 9 : il est important de comprendre que la manière dont on considère une personne à une influence sur son comportement et que les effets de prédiction ont un rôle considérable dans l'apprentissage. Ce constat devrait-il faire partie de toute action de sensibilisation menée avec des partenaires ? Quels moyens avons-nous développés pour conscientiser les partenaires au rôle des préjugés dans la relation d'accueil et d'accompagnement ?

Question 10 : à quel lexique faut-il se référer durant le travail de sensibilisation ? Va-t-on utiliser des mots comme « handicap » ? Si oui, de quelle façon ?

Le fait de se sentir concerné par l'illettrisme

Cette question prolonge les précédentes et peut être mise en relation avec l'objectif 10 de la sensibilisation : faire prendre conscience que nous sommes tous concernés et pouvons agir là où nous sommes. Le questionnaire demandait aux répondants de se positionner sur une échelle de 1 à 6

par rapport à l'affirmation : *je me sens concerné par l'illettrisme*. Les personnes qui ne se sentent pas ou plutôt pas concernées (degrés 1 à 3) représentent 15 % des répondants.

Tableau 3 : Répartition des répondants selon la variable « se sentir concerné par l'illettrisme »

degré 1 (pas du tout)	degré 2	degré 3	degré 4	degré 5	degré 6 (tout à fait)
1,57 %	2,61 %	10,70 %	22,72 %	30,81 %	31,59 %

Source : Lire et Écrire en Wallonie, 2010.

La question que posent ces résultats renvoie aux priorités de la sensibilisation :

Question 11 : Travaille-t-on davantage avec les personnes qui se sentent concernées de telle sorte qu'elles puissent développer des attitudes et représentations adéquates ? Ou cherche-t-on à obtenir l'adhésion de tous ? Travaille-t-on en priorité avec les organisations qui ont les mêmes valeurs que nous, les mêmes objectifs ? Ou vise-t-on davantage les associations qui ne partagent pas nos valeurs ?

Attitudes vis-à-vis des personnes qui vivent l'illettrisme

Oser parler avec les personnes qui vivent l'illettrisme, oser aborder la question, tel est le préalable à tout travail d'accueil ou d'accompagnement. Où en sont les partenaires par rapport à cette question ? Et principalement, les partenaires qui sont en contact avec le public.

La moitié des répondants qui sont en contact avec le public déclarent détecter facilement ou très facilement les difficultés de lecture/écriture chez une personne Et aborder facilement ou très facilement la question avec elle. Il s'agit bien ici d'une autoévaluation des répondants et non d'une évaluation réelle de leur pratique professionnelle. Un cinquième des répondants qui sont en contact direct avec le public (20 %) déclarent détecter facilement ou très facilement les difficultés de lecture/écriture chez une personne mais avoir des difficultés à aborder la question avec les personnes concernées ; 14 % détectent difficilement ou très difficilement et abordent facilement ou très facilement la question. Enfin, 15 % éprouvent des difficultés dans les deux étapes.

La « détection » des difficultés ne va pas de soi : il faut être à la fois averti et attentif et certains contextes s'y prêtent mieux que d'autres. Aborder la question n'est pas plus simple. Il faut être à l'écoute et bienveillant. Certains contextes s'y prêtent sans doute également mieux que d'autres.

La « détection » est également un domaine sensible. Il s'agit bien d'accompagner l'entrée en formation, en mobilisant toutes les personnes susceptibles d'intervenir. En même temps, il ne faut pas dériver et enrégimenter les personnes. Cette question fait le lien entre les objectifs de la convention qui lie Lire et Écrire en Wallonie et la Région wallonne. Le premier concerne la sensibilisation, le second la « détection ». Cette question mérite donc une attention particulière.

Question 12 : Quel travail de sensibilisation met-on en œuvre par rapport à la question de la détection ? Que favorise-t-on comme comportement chez les publics cibles de la sensibilisation en contact avec des personnes en difficulté de lecture et écriture ? Travaille-t-on cette question avec tous les publics ou module-t-on selon le public auquel on s'adresse (notamment du fait que certaines personnes ont une mission de contrôle pour d'autres aspects, mission de contrôle qui pourrait avoir un impact sur la manière de « détecter ») ?

Tableau 4 : Facilité de détection et à aborder la question : répartition des répondants en contact avec le public

Aborder la question :	très difficilement	difficilement	facilement	très facilement
Détecter difficultés :				
Très difficilement	0,6 ⁴ % ⁵ 15 %	0,64 %	1,28 % 14 %	0,32 %
Difficilement	3,19 %	11,18 %	11,18 %	1,60 %
Facilement	2,88 % 20 %	15,34 %	33,87 % 50 %	6,07 %
Très facilement	0,00 %	1,92 %	5,75 %	4,15 %

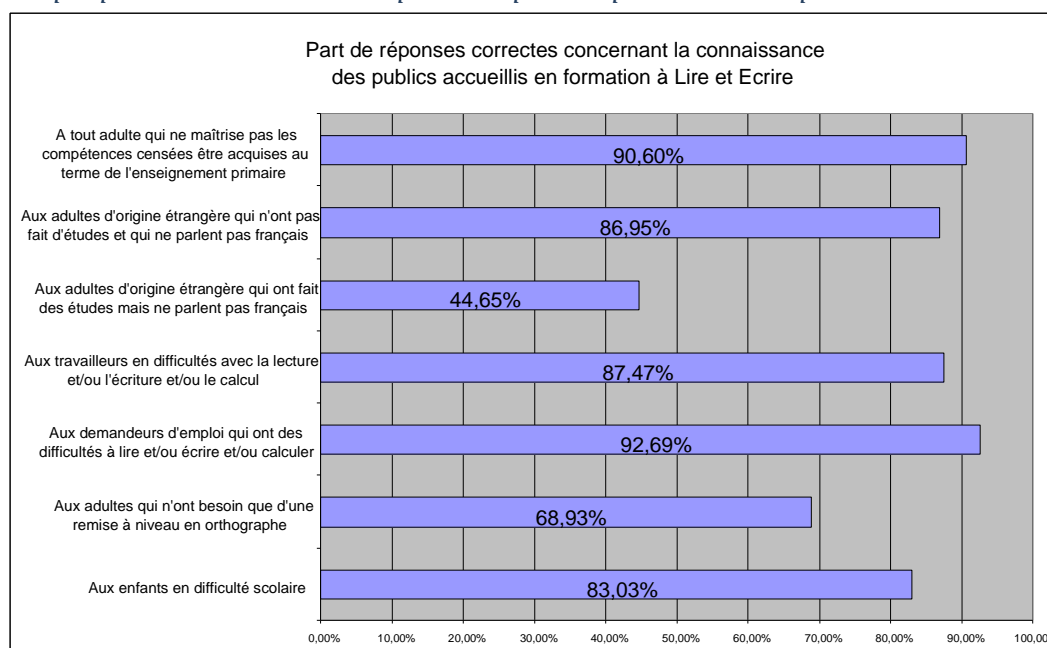
Source : Lire et Écrire en Wallonie, 2010.

Connaissance et représentation de l'alphabétisation

Connaissance des publics auxquels Lire et Écrire s'adresse

Interrogés sur les publics à qui s'adresse l'offre d'alphabétisation proposée par Lire et Écrire, plus de 80 % des répondants donnent des réponses correctes. Le public pour lequel les répondants ont fait le moins d'erreurs est celui des « demandeurs d'emploi qui ont des difficultés à lire et/ou écrire et/ou calculer ».

Graphique 5 : Connaissance des publics alpha – répartition des réponses correctes



Source : Lire et Écrire en Wallonie, 2010.

Par contre, des difficultés apparaissent concernant la connaissance des publics concernés par des formations de Remise à Niveau (RAN) ou de Français Langue Étrangère (FLE). Rappelons que tandis que les formations alpha s'adressent aux publics infra-scolarisés, les formations FLE s'adressent aux personnes d'origine étrangère scolarisées et qui souhaitent apprendre la langue française. La confusion à l'égard de ces publics est très fréquente, y compris dans le secteur de l'alphabétisation.

⁵ Lire : 0,64 % des répondants qui sont en contact direct avec le public déclarent détecter très difficilement les difficultés de lecture/écriture chez une personne ET aborder très difficilement la question avec les personnes concernées. Les pourcentages en rouge sont les sommes des pourcentages inscrits dans les 4 cases. Ils rassemblent les modalités « très difficilement » et « difficilement ».

Le travail de sensibilisation doit se poursuivre sur ce plan. Il s'agit plutôt d'une information (que l'on différencie de la conscientisation) sur l'offre de formation proposée par Lire et Écrire.

Cependant, le choix des mots qu'ils convient d'utiliser pour faire passer cette information doit être bien pensé. Ce qui conduit à questionner l'action de sensibilisation de la manière suivante :

Question 13 : Faut-il continuer à faire une distinction entre illettrisme et analphabétisme ? Quelle distinction fait-on entre public infra-scolarisé et public en situation d'illettrisme ? Quel lexique retenir, compte tenu que les mots sont connotés et qu'ils véhiculent des conceptions différentes de l'alphabétisation (« compétences », « employabilité », qui relèvent plus des conceptions managériales, « infra-scolarité », « sous qualification », « remise à niveau », qui relèvent davantage des conceptions déficitaires, ...)

Connaissance des opérateurs d'alphabétisation

Une des questions posées demandait aux répondants en contact avec le public de citer des opérateurs d'alpha présents sur le territoire. Il ressort des résultats qu'environ 15 % des répondants ne sont pas à même de citer un seul opérateur et entre 1/4 et 1/3 des répondants ne peuvent en citer qu'un. Il est clair que dans certaines communes, il n'y a qu'un opérateur d'alpha. Dans ces cas, il est donc impossible d'en citer un second. Cela dit les résultats laissent penser que la connaissance de l'offre reste insuffisante. Ces résultats questionnent seulement la part que prend la connaissance des opérateurs d'alpha (et de leur offre de formation) dans le cadre des actions de sensibilisation.

Question 14 : Ne faudrait-il pas dresser une cartographie de l'offre de formation Régionale qui serait systématiquement travaillée par les agents de sensibilisation lors de leur rencontre avec le public cible de la sensibilisation ?

Question 15 : Lire et Écrire a-t-elle la volonté de promouvoir les actions d'autres opérateurs d'alpha ?

Motifs d'entrée en formation

Le motif d'entrée en formation le plus fréquemment retenu est l'emploi (21,41 %), suivi de la parentalité (18 %), de l'autonomie (15 %), de l'intégration (15 %). Les motifs plus personnels (épanouissement, estime de soi, rompre l'isolement) atteignent également 18 % lorsqu'ils sont cumulés). Enfin, des motifs tels que le maintien en emploi ou la formation qualifiante sont très peu évoqués.

Tableau 5 : Part des motifs d'entrée en formation évoqués par les répondants (sur l'ensemble des motifs cités, sachant que chaque répondant avec la possibilité d'en évoquer 3)

Motif	Nombre d'occurrence	Part du motif sur l'ensemble des 1149 motifs cités
Obtenir diplôme	0	0,00 %
Maintien Emploi	8 ⁶	0,70 %
Famille (hors enfants)	15	1,31 %
Obligation	22	1,91 %

⁶ Lire : le motif « Maintien de l'emploi » est évoqué 8 fois par les répondants. Il représente 0,70 % de l'ensemble des réponses.

Non-réponse	25	2,18 %
Formation qualifiante	28	2,44 %
Rompres l'isolement	32	2,79 %
Autre	49	4,26 %
Épanouissement	70	6,09 %
Estime de soi	106	9,23 %
Intégration	171	14,88 %
Autonomie	174	15,14 %
Parentalité (enfants)	203	17,67 %
Emploi	246	21,41 %
	1149	100 %

Source : Lire et Écrire en Wallonie, 2010.

Lorsque les réponses sont croisées avec le genre de répondants, on observe que les femmes mettent en priorité la parentalité ; et lorsqu'elles sont croisées avec le secteur d'activités, on observe que le secteur de l'ISP met la parentalité en première position, le secteur social place l'emploi en première position, le secteur culturel place l'intégration sociale en première position. Ce déplacement de priorité mériterait d'être questionné : tout semble cependant indiquer une connaissance relativement pauvre des motifs d'entrée et probablement de la dynamique motivationnelle (plusieurs facteurs coexistant avec des priorités qui évoluent dans le temps).

Cet élément questionne également les pratiques de sensibilisation :

Question 16 : La réflexion sur les motifs d'entrée fait-elle partie du travail de sensibilisation ? Si oui, selon quelle démarche ? A quelle étape et avec quels publics ? Faut-il mettre l'accent sur les seules motivations (qui peuvent être parfois retournées et interprétées de manière négative) ? Faut-il mettre l'accent sur les facteurs déclenchant qui sont a priori plus factuels et moins sujets à des jugements de valeurs ?

Question 17 : Aborde-t-on la question des bonnes raisons de ne pas s'alphabétiser ? Ne risque-t-on pas, en se focalisant sur les motifs d'entrée en formation, de mettre l'accent seulement sur les personnes apprenantes et de faire oublier le public en difficulté de lecture et écriture qui n'éprouve pas de besoin de formation ?

Conclusions

L'analyse des réponses apportées par les partenaires à l'enquête d'évaluation questionne les pratiques de sensibilisation à plusieurs niveaux :

- D'une part, vers qui orienter les actions de sensibilisation ? Faut-il prendre les décisions en fonction de l'histoire et du contexte de l'association, de sa couverture géographique ou doit-on considérer que le travail de sensibilisation doit être mené de manière identique dans toutes les régions, c'est-à-dire en agissant auprès de toutes les sphères de la société, auprès de tous les secteurs d'activités, dans chaque Régionale ?
- D'autre part, quels contenus aborder ? Et dans quel ordre ? Varie-t-on les contenus selon les interlocuteurs ?
 - o Certains éléments relèvent de l'information (chiffres sur l'illettrisme, connaissance des publics, connaissance des opérateurs d'alpha).

- D'autres relèvent davantage de la formation (capacité de « détection » des difficultés de lecture et écriture, capacité d'appréhender la question, compréhension des motifs d'entrée en formation)
 - D'autres enfin relèvent de la conscientisation, à la fois pour travailler les préjugés et pour mobiliser (responsabilité, changement de regard, participation au changement politique)
- Enfin, comment répondre à toutes ces questions ? Avec quelle démarche ?

Compte tenu du nombre et de l'importance des questions posées, il est nécessaire d'envisager, à cette étape, de mettre en place une réflexion politique et stratégique au niveau Wallon pour définir davantage la mission de sensibilisation, réflexion qui pourrait être ensuite suivie d'un travail de développement plus opérationnel sur les publics à cibler et les démarches à adopter .

Annexe 1 : Trois conceptions de l'alphabétisation, Véronique Leclercq, 2003

☑ Trois modèles concernant la maîtrise de l'écrit et de son développement

À partir de quatre pays francophones en fonction des rapports présentés par la Belgique, la France, le Québec et la Suisse, en 1999, au colloque de Namur « Alphabétisation, Francophonie, Pays industrialisés ».

Conceptions déficitaires

Elles sont axées sur les dimensions scolaires. Ce premier modèle explique l'illettrisme et l'analphabétisme par un faible niveau de scolarisation ou par la non-scolarisation. Être illettré ou analphabète, c'est ne pas maîtriser telle ou telle capacité de compréhension et de production d'écrit, c'est être en deçà d'un seuil considéré comme minimal pour fonctionner dans la société, et ne pas posséder un savoir de base. La formation constitue alors un rattrapage, une seconde chance et va permettre d'atteindre un certain niveau marqué par l'obtention d'un diplôme. Ce premier type de conception est marqué par le recours aux critères de scolarisation pour caractériser les publics et les repérer (...). Les modalités de formation apparaissent influencées par des formes scolaires.

Conceptions compréhensives

Elles sont axées sur les dimensions sociales et culturelles. Ce second modèle se distingue fortement du premier et revendique une opposition claire à celui-ci (...). L'illettrisme et l'analphabétisme s'expliquent par des positionnements sociaux, culturels et politiques. Ce sont les différences sociales et culturelles qui expliquent la non-maîtrise de l'écrit, davantage que les difficultés scolaires. Analphabétisme et illettrisme sont le reflet d'inégalités de tous ordres et en même temps un facteur de leur renforcement. Ils témoignent d'un certain type de rapport à l'écrit, d'un rejet de valeurs dominantes valorisant l'écrit, d'un refus ou d'une non-connaissance de normes sociales et culturelles. La formation a alors plusieurs fonctions. Elle doit permettre la compréhension des mécanismes de fabrication de l'illettrisme, l'acceptation de la culture dominée des milieux populaires, la non-stigmatisation des populations concernées. En même temps, elle doit répondre aux besoins de certains publics désireux d'accéder à une meilleure maîtrise de l'écrit et de mieux participer à la vie sociale et culturelle.

Conceptions managériales

Elles sont axées sur les compétences pour fonctionner dans la société. Dans ce modèle, l'illettrisme et l'analphabétisme renvoient à une faible maîtrise de compétences variées pour fonctionner dans la société et la faire avancer. Les compétences à l'écrit font partie d'un ensemble plus vaste. Illettrisme et analphabétisme constituent des obstacles à la bonne santé économique des pays et au développement de la démocratie. Il ne s'agit pas de stigmatiser les populations et de s'horrorifier devant les déficits, mais d'être efficace et pragmatique. Il faut évaluer les compétences à l'écrit des citoyens à l'aide d'outils fiables et scientifiques, prévoir une remédiation pour ceux dont les capacités ne permettent pas de faire face dans de bonnes conditions aux situations familiales, sociales et professionnelles. La formation permet d'accroître leur potentiel et celui

de leur environnement ; elle sert à manager les compétences, cerner celles dont on a absolument besoin pour être salarié, parent d'élève, citoyen..., et les faire évoluer. Elle prend place dans une finalité large d'amélioration de la compétitivité économique des pays industrialisés et d'accroissement de la cohésion sociale. La vision de l'alphabétisation n'est ni déficitaire ni compréhensive. Elle est, pourrait-on dire, pragmatique. La maîtrise de l'écrit se place sur un continuum et les individus sont placés à des endroits différents de ce continuum. Il n'y a pas de barrière nette entre « lettrés » et « illettrés ».

Extraits d'une communication de Véronique Leclercq, professeur à l'université de Lille au colloque international « La littéracie : le rôle de l'école » à l'IUFM de Grenoble en octobre 2002.

Pour plus de détails, [lire la contribution complète](#)⁷ de Véronique Leclercq (fichier PDF - 843 Ko), publiée dans la revue Lidil, consacrée à « La littéracie : vers de nouvelles pistes de recherche didactique », Grenoble, n° 28, décembre 2003.

⁷ <http://www.cndp.fr/bienlire/04-media/documents/litteratie.pdf>